Communiqué de presse du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie
Séance du 26 février 2004

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni dans ses locaux au 8, route des Artifices, le jeudi 26 février 2004.

A l'occasion de cette réunion, le gouvernement a adopté quatre projets de délibération du congrès et vingt six arrêtés.

Les travaux du gouvernement ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

Santé publique

Dans le cadre du plan de promotion de la santé et de maîtrise des dépenses de soins, une réflexion s'est engagée avec l'ensemble des partenaires concernés sur l'usage du tabac. En effet, en Nouvelle-Calédonie, comme dans le monde entier, la consommation de tabac constitue un problème de santé publique majeur, puisqu'on peut considérer qu'un décès sur dix est imputable au tabagisme. En outre, il est générateur d'un coût très élevé, supporté par les organismes de protection sociale.

C'est donc un véritable plan de lutte contre le tabagisme que le gouvernement soumettra au Congrès.

L'accoutumance au tabac se développant, pour une large majorité de fumeurs durant l'enfance ou l'adolescence, il est proposé une mesure immédiate visant particulièrement ce public, à savoir l'interdiction de fumer dans les établissements d'enseignement publics et privés.

Tarifs de l'électricité

Afin d'accompagner le développement des entreprises de production ou de transformation locales, le Congrès a institué, en 1996, un abattement de 5,5 % sur le prix de l'électricité qu'elles utilisent.

Ce secteur qui constitue la trame du tissu économique de la Nouvelle-Calédonie est fortement créateur d'emplois et de valeur ajoutée.

Le gouvernement propose donc au Congrès de poursuivre la politique d'abaissement des coûts de l'énergie pour l'industrie en portant l'abattement sur le prix de l'électricité pour ce secteur de 5,5 % à 15 %.

Impôt sur le revenu

A l'occasion de la déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu, Hervé Chatelain, membre du gouvernement en charge du secteur des finances, a rappelé les nouvelles dispositions fiscales proposées par le gouvernement et votées par le Congrès en novembre 2003.

Deux changements majeurs sont à noter : l'effort en faveur des sinistrés du cyclone Erica et un allègement de l'impôt, rendu possible grâce à la croissance économique.

Aider les sinistrés du cyclone Erica

Prévues pour accompagner les mesures d'aide déjà en place, les nouvelles dispositions fiscales, adoptées à titre exceptionnel, s'adressent notamment aux particuliers qui ont engagé des réparations, suite aux dégâts du cyclone Erica. Suivant que les travaux auront été réalisés par la personne elle-même ou par un professionnel, le dispositif prévoit la déduction du coût des matériaux ou l'octroi d'un crédit d'impôt de 10%.

Pour les propriétaires dont la construction aura été détruite par le cyclone, la taxe foncière due en 2003 sera remboursée.

Alléger l'impôt, grâce à une croissance économique soutenue

L'allègement de l'impôt est permis par la croissance économique qui favorise les rentrées fiscales. Afin de partager les fruits de cette croissance, un allègement général de l'impôt sur le revenu de 5% a été instauré.

Par ailleurs, les nouvelles dispositions visent à encourager l'activité et l'emploi, notamment au profit du secteur du BTP et de l'artisanat. Pour le contribuable, cette volonté se traduit par une aide à l'amélioration de l'habitat.

La construction de garages, clôtures et murs de soutènement, donne droit désormais à des déductions. De même pour la fabrication et l'installation de meubles de cuisine et de salle de bains, lorsqu'elles sont réalisées par un artisan local.

Pierre FROGIER